

aurons un revenu de deux millions de piastres, c'est-à-dire un revenu plus que suffisant pour payer l'intérêt et les frais d'entretien. Puis, voyez, M. l'ORATEUR, l'impulsion que donnerait à notre trafic de navigation intérieure, la possibilité où nous nous trouverions d'attirer par le St. Laurent les immenses produits de l'Ouest. Je pourrais aussi parler de l'impulsion qu'une telle amélioration donnerait à la construction des navires nécessaires à ce trafic et des avantages considérables que nous offririons aux exportateurs de grains, de pouvoir se rendre à la mer sans avoir à payer des transbordements répétés, et d'éviter les dommages aux quais et entrepôts aux différents endroits où le grain doit aujourd'hui se transborder. Je voudrais avoir l'éloquence de l'hon. proc. gén. du Haut-Canada, car je serais certain qu'avec le peu de connaissances pratiques que j'ai de ces matières, il me serait facile de convaincre tous mes auditeurs du Haut comme du Bas-Canada, de la nécessité d'améliorer de suite cette artère principale de notre prospérité à venir. (Écoutez ! écoutez !) Quant à la question des défenses, j'ai à dire que je ne m'oppose pas à une certaine dépense pour satisfaire la métropole, mais je suis d'opinion que notre meilleure défense est de cultiver amicalement avec les États-Unis les relations commerciales et politiques ; car je suis persuadé que si nous ne faisons que ce qui est juste, eux ne feront pas autrement non plus. Une conduite sage et honorable de notre part, vaut mieux que toutes les forteresses du monde. (Écoutez ! écoutez !) M. l'ORATEUR, la conduite pleine de promptitude et de vigueur que le gouvernement a tenue au sujet du bill des aubains, et en appelant sous les drapeaux une partie de nos troupes volontaires pour réprimer les maraudes et la piraterie, lui a donné des droits à la gratitude de tout homme de bon sens dans le pays. Si, au lieu de cela, le ministère se fût mis à bâtir des forts et à armer des vaisseaux, il eut trouvé bientôt à les employer, tandis que maintenant j'espère bien que nous n'aurons besoin ni des uns ni des autres. (Écoutez !) Je vais maintenant dire quelques mots de cette confédération, de laquelle on attend de si grandes choses, commercialement et politiquement parlant. Mon opinion est que les avantages en seront assez bien divisés ; les uns prendront nos céréales et nous leur achèterons leurs huiles et leurs poissons. Nous aurons de ce côté un marché pour nos manufactures,

et nous leur offrirons le même avantage de notre côté. Les provinces du golfe importent aujourd'hui des États-Unis, des céréales pour un montant, je crois, de trois ou quatre millions de piastres par année ; pourquoi n'attirerions-nous pas de ce côté ce commerce dans une certaine mesure en rendant plus intimes nos relations avec elles ? Nos marchands, j'en suis sûr, sauraient bientôt comment profiter de ces avantages. Telles sont, M. l'ORATEUR, quelques-unes des raisons qui me font donner à ce projet mon sincère appui, persuadé que je suis que les hon. ministres qui ont mis la mesure devant la chambre n'ont pas eu d'autres motifs que de favoriser les meilleurs intérêts de notre pays d'adoption. (Écoutez ! écoutez !) Je suis convaincu que ce projet est autant qu'il peut l'être équitable envers toutes les provinces. Avant de terminer, je dirai quelque chose de la conduite qu'a cru devoir tenir mon hon. collègue et député de Toronto (M. J. MACDONALD). Je crois à la sincérité de son opposition, et il peut avoir droit ; mais je ne suis pas aussi certain qu'il représente en cela le vœu de ses électeurs. Avant de me rendre ici, j'ai assisté à une assemblée nombreuse et respectable des citoyens de Toronto ; eh bien ! un membre de cette assemblée ayant cru devoir proposer que le projet de confédération ne fut mis à exécution qu'après avoir été soumis au peuple, il chercha vainement une autre personne pour secondar sa proposition. Le résultat de cette assemblée m'a mis à l'aise pour appuyer la mesure jusqu'au bout, car elle avait été annoncée partout, tous les citoyens pouvaient s'y rendre, et on doit avouer que les deux côtés de la question eurent des défenseurs habiles. Ainsi donc, je voterai les propositions actuelles tout en faisant des vœux pour qu'elles soient mises à exécution. (Applaudissements)

M. SHANLY—En me levant pour porter la parole sur la grande question qui se discute en ce moment, je dirai que je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails de la mesure ; car, après tout, ce qui en a été dit et après la longueur des débats, je ne saurais m'attendre à pouvoir fixer bien longtemps l'attention de mes auditeurs, le sujet fut-il un de ceux sur lesquels je pourrais parler avec autorité au lieu d'être tel qu'il oblige nos hommes d'état les plus habiles à l'accepter de confiance, attendant que l'avenir développe les tendances excellentes qu'on lui reconnaît d'un côté ou confirme